

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 7 décembre 2023

Zoom sur : La première ligne de métro de Quito a été mise en service, désormais exploitée par *Transdev* et son partenaire *Metro Medellín*.



L'inauguration officielle a eu lieu le 3 décembre 2023, en présence du maire de Quito, M. Pabel Muñoz Lopez, des élus de la capitale et des représentants de *Transdev* et du *Métro de Medellín*. Elle est construite à une altitude de 2 850 mètres dans un tunnel de 22,6 km. Ses 18 trains desservent 25 stations entre *Quitumbe* au sud et

El Labrador au nord, en traversant le centre-ville. Capable de transporter 400 000 passagers par jour, l'ensemble de la ligne prendra 34 minutes pour parcourir le trajet. Les trains de six voitures ont une longueur totale de 109 mètres. L'*Empresa Operadora Metro de Medellín Transdev (EOMMT)*, fruit d'une alliance entre l'entreprise française *Transdev* et l'entreprise colombienne *Métro de Medellín*, cumulant 100 ans d'expérience dans l'exploitation des trains, métros et autres systèmes de transport intégrés, exploitera cette première ligne pour les 6 prochaines années.

Bolivie

Les réserves internationales sont à leur niveau le plus bas de ces 17 ans.

Les réserves internationales nettes (RIN) sont tombées à 2,14 Md USD au 31 août, soit le niveau le plus bas en 17 ans selon un rapport publié par la Banque Centrale de Bolivie (BCB). Le chiffre annoncé par l'émetteur représente une baisse de 43,1 % par rapport au rapport du 31 décembre 2022, lorsque les RIN totalisaient 3,97 Md USD. Les RIN de la Bolivie sont composées à 437,9 M USD en devises, 45 M USD en droits de tirage spéciaux, et 1,63 Md USD en or. Selon les données officielles, les RIN du pays ont atteint leur plus haut niveau en 2014 avec 15 Md USD, dont 13,4 Md USD en devises.

Déplacement d'une délégation française du lithium en Bolivie.

Cinq entreprises françaises ont participé à la mission organisée par l'UE du 27/11 au 30/11 dans le lithium, dans le cadre du programme *Global Gateway*, pour évaluer les opportunités économiques liées au développement de cette industrie dans le pays. La France était également représentée par l'Agence Française de Développement. Enfin, le Délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques, Benjamin GALLEZOT s'est également déplacé le 1/12 en Bolivie pour rencontrer les autorités boliviennes et soutenir l'offre française dans ce secteur. **À cet égard, le ministre bolivien des hydrocarbures et de l'énergie, Franklin Molina, a déclaré que les portes de la Bolivie étaient ouvertes aux investissements, à condition que les règles et le modèle d'entreprise souverain soient respectés.**

Colombie

Bancolombia prévoit une hausse de l'inflation et une première baisse des taux d'intérêt en décembre 2023.

L'équipe technique d'études économiques de Bancolombia a mis à jour ses projections pour la fin de 2023 et 2024. **En ce qui concerne la croissance économique, l'estimation de 1,2 % de la croissance du PIB colombien en 2023 a été maintenue, compte tenu des signes d'affaiblissement de l'activité économique, dans un contexte de politique monétaire restrictive qui frappe la demande intérieure.**

Ainsi, pour 2024, une croissance économique de 0,9 % est prévue.

En ce qui concerne l'inflation, ils s'attendent à ce qu'il y ait une lente baisse fin 2023 et en 2024. **Aussi, 2023 devrait se terminer avec une inflation de 9,6 % et 2024 à 5,9%.** Bancolombia a revu à la hausse les prévisions d'inflation pour la fin des deux années de +0,6 pts%, notamment en raison de l'impact que le phénomène climatique *El Niño* (plus intense) aura sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ; outre l'augmentation constante des prix des carburants, du fait de la sortie des subventions.

En ce qui concerne les taux directeurs, Bancolombia estime que le Conseil d'administration de la Banque centrale pourrait commencer à baisser dès décembre 2023, avec une première réduction de 25 points de base lors de la dernière réunion de l'année, laissant les taux à 13%. En 2024, ils continueraient de baisser régulièrement, mais lentement, à mesure que l'inflation et les anticipations le permettront. Avec cela, l'année 2024 terminerait à 9,25 %.

Par ailleurs, l'équipe de Bancolombia s'attend à ce que le déficit de la balance courante reste relativement modéré cette année, s'établissant en moyenne à 3,3 % du PIB en 2023 et à 3,2 % du PIB en 2024. En outre, le taux de change devrait s'établir en moyenne à près de 4 190 COP/USD au 4^{ème} trimestre de 2023 et à 4 250 COP/USD tout au long de 2024.

Les exportations ont maintenu la tendance à la baisse en octobre : onzième mois consécutif.

En octobre 2023, les exportations se sont élevées à 4 151 M USD, enregistrant une baisse de 1,5 % g.a. Selon le Dane, ce résultat est principalement dû à la chute des exportations agroalimentaires (-14,3%). **En outre, le cumul des exportations pour la période allant de janvier à octobre 2023 s'est élevé à 40,9 Md USD, une baisse de -14,2% par rapport à la même période de 2022 (+23,3 % vs. la même période de 2019).** Vs. la période pré-pandémie, les exportations de produits agricoles, d'aliments et de boissons ont augmenté de +35 %. De même, les exportations de combustibles et de produits des industries extractives ont augmenté de 15%, et les produits manufacturés ont progressé de 21,5%.

Le taux de chômage demeure à un chiffre, malgré le ralentissement économique.

Selon le DANE, en octobre, le taux de chômage s'est établi à 9,2%. Pour mémoire, en septembre, le taux de chômage était de 9,3%, un chiffre stable par rapport à août, mais enregistrant une baisse de 1,4 pts% par rapport à septembre 2022 (10,7% en septembre 2022). Les secteurs de l'hébergement et des services de restauration sont ceux qui ont le plus contribué à l'emploi au cours des 12 derniers mois (+268 000 emplois). En revanche, le secteur du commerce et de la réparation de véhicules (-135 000), ainsi que l'industrie manufacturière (-108 000) et les activités financières et d'assurance (-55 000) ont contribué négativement. En outre, le DANE a déclaré que le taux d'informalité était à 55,7% en octobre, avec une réduction de 2,1 pts% g.a.

Bien que le taux de chômage reste à un chiffre, les experts signalent des détériorations sur le marché du travail en octobre. Les experts s'accordent à dire que la création d'emplois ralentit. En effet, entre octobre 2022 et octobre 2023, seuls 476 000 emplois ont été créés, un chiffre inférieur aux périodes immédiatement antérieures. Ainsi, Camilo Pérez, directeur de la recherche économique chez Banco de Bogotá a déclaré que « Les chiffres semblent moins solides, et nous verrons bientôt un marché du travail plus faible ».

Lors des négociations sur le salaire minimum, le DANE a présenté les résultats préliminaires de la productivité du pays.

Le vendredi, les représentants des syndicats, des travailleurs et du ministère du Travail se sont réunis, accueillant également la directrice du DANE, Piedad Urdinola, afin d'avancer sur les négociations sur le salaire minimum. La directrice a partagé les résultats préliminaires de la productivité du pays : selon le DANE, la Productivité Totale des Facteurs (PTF) s'est établie à -1%. En outre, la productivité des travailleurs par heure s'est établie à 0,76%. Pour mémoire, l'évolution de la productivité entre dans la base de négociation de l'évolution du salaire minimum, avec l'inflation

Ainsi, avec une PTF de -1%, la formule traditionnelle de variation du salaire minimum pourrait être complexe. En effet, face à ce résultat négatif, habituellement combiné à l'inflation pour l'ajustement du salaire minimum, le Dane suggère d'utiliser la

productivité des travailleurs par heure comme alternative et a souligné que « cette mesure par heure nous donne des informations supplémentaires sur ce qui est réellement accompli pendant les heures de travail effectives ».

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,79 %	-8,28 %	1 132 pts
Change USD/COP	-0,50 %	-17,10 %	3 997
Change EUR/COP	-1,32 %	-14,82 %	4 319
Prix du baril colombien (USD)	-7,42 %	-2,23 %	79,52

Le Conseil d'administration d'Ecopetrol a approuvé ce jeudi le plan d'investissement pour 2024 d'un montant compris entre 5,7 Md USD et 6,7 Md USD (23-27 Md COP).

Ainsi, Ecopetrol – compagnie pétrolière publique colombienne – allouera environ 4,8 Md USD (19,3 Md COP) pour maintenir des niveaux de production rentables de brut et de raffiné (entre 725 000 et 730 000 b/j pour le brut, avec une charge moyenne dans les raffineries entre 420 000 et 430 000 b/j).

En outre, "42% des investissements sont orientés vers des projets de transition énergétique et de décarbonisation, cherchant à croître dans ces domaines", a assuré le président d'Ecopetrol, Ricardo Roa. De plus, environ 924 M USD (3,7 Md COP) seront alloués à des projets et activités liés à la stratégie SosTECnibilidad®, "principalement dans les domaines du développement territorial, du changement climatique, de la science, de la technologie et de l'innovation", a déclaré la compagnie publique.

Par ailleurs, dans le cadre de la COP28 qui se déroule à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis, Ecopetrol a annoncé qu'elle avait adhéré à l'accord sectoriel mondial visant à accélérer la décarbonisation du pétrole et du gaz. En tout, 50 entreprises opérant sur cinq continents ont signé cet accord, représentant également 40 % de la production mondiale d'hydrocarbures. Ecopetrol a déclaré : *"Avec la signature de cet accord, Ecopetrol confirme son engagement à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050, à réduire de 25 % les émissions d'ici 2030 dans les périmètres 1 et 2, à éliminer les brûlages routiniers de gaz en torchères et à viser zéro émission nette de méthane d'ici 2030"*.

Guyana

Selon le vice-président Jagdeo, le Guyana pourrait rembourser intégralement sa dette publique d'ici 2027.

Le vice-président Bharrat Jagdeo a affirmé que d'ici 2027, le Guyana prévoit de produire plus d'un million b/j à partir de six navires flottants de production, de stockage et de déchargement (FPSO), ce qui devrait lui fournir les ressources nécessaires pour éliminer sa dette publique. Ces six FPSO exploiteront les réserves de pétrole brut découvertes par un consortium dirigé par ExxonMobil dans le bloc Stabroek. Ainsi, le vice-président a indiqué que davantage de revenus devraient s'accumuler dans les années à venir grâce au fonctionnement simultané des six projets pétroliers. Il a expliqué que l'absence de clauses restrictives dans l'accord de partage de la production (PSA) du bloc Stabroek permet à ExxonMobil et à ses partenaires de réinvestir une partie des bénéfices pour accélérer le développement d'autres projets au sein du bloc. En conséquence, le vice-président a souligné que *"beaucoup plus de revenus viendront dans les années à venir de notre production"*.

Ainsi, il a évoqué la possibilité, en 2027, de recettes publiques annuelles suffisamment élevées pour rembourser intégralement la dette du pays. Jagdeo a également mis en avant le statut actuel du Guyana comme ayant l'un des meilleurs profils d'endettement au monde, soulignant que la dette représentait 45 % du

produit intérieur brut (PIB) avant 2015 et qu'elle est aujourd'hui d'environ 22 % du PIB. Il a souligné l'approche prudente de son gouvernement en matière de gestion de la dette, notant que cela demeure une priorité essentielle de leur programme.

Le rapport annuel du FMI dans le cadre de l'Article IV pour le Guyana ne montre aucun signe de pressions inflationnistes ou de surchauffe économique malgré l'importance des entrées de revenus pétroliers depuis 2020.

Pour mémoire, l'essor rapide de la production pétrolière a propulsé le Guyana vers la plus forte croissance du PIB réel au monde en 2022, atteignant 62,3 %. Cette performance a soulevé des inquiétudes quant à une éventuelle *"maladie hollandaise"* pour le Guyana. Néanmoins, le FMI s'est dit rassuré par les mesures que le gouvernement a mises en place : investissements dans le capital humain, réduction des coûts énergétiques, renforcement du développement des infrastructures (y compris les mesures d'adaptation au changement climatique) et soutien la croissance de l'économie non-pétrolière pour garantir une croissance durable de l'économie. **En outre, le FMI prévoit un taux de croissance exceptionnellement élevé du PIB réel de 38,4 % en 2023, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 20 % de 2024 à 2028.**

Suriname

Le Suriname et les services du FMI parviennent à un accord pour la 4^{ème} revue du programme FMI.

Les services du FMI ont déclaré que la discipline budgétaire et la politique monétaire restrictive portent leurs fruits dans le rétablissement de la stabilité macroéconomique : la croissance est projetée à près de 2 % en 2023, l'inflation est à la baisse, et les réserves internationales utilisables représentent près de 5 mois d'importations. Cependant, le rapport rappelle que les autorités font face à des risques importants à court terme, notamment des défis de mise en œuvre de la politique découlant d'un climat sociopolitique plus difficile et de contraintes de capacité. À moyen et long termes, ils soulignent qu'il existe des perspectives optimistes pour la croissance en raison du développement de nouveaux champs pétroliers importants. **Les autorités ont requis**

une augmentation du soutien du FMI au Suriname (de 46,8 M de DTS, soit environ 63 M USD) et une prolongation du programme jusqu'en mars 2025. Ceci porterait le soutien financier total du FMI au Suriname à environ 650 M USD.

Pérou

Le budget pour 2024 s'élèvera à 64 Md USD.

La session plénière du Congrès a approuvé le 5 décembre le projet de loi de finances pour 2024. L'Etat disposera de 40,8 Md USD, les gouvernements régionaux de 14 Md USD et les gouvernements locaux de 9,2 Md USD.

L'Education nationale bénéficiera de l'allocation la plus importante, avec un total de 12,4 Md USD, suivie de la Santé, avec 7,8 Md USD. Par ailleurs, le portefeuille de la « Planification, Gestion et Réserve d'Urgence » disposera de 7,7 Md USD, se concentrant principalement sur la réponse à des situations d'urgence telles que celles qui pourraient se manifester dans le cadre du phénomène climatique *El Niño*. D'autre part, le portefeuille des Transport disposera d'un montant de 5,9 Md USD. Ces engagements seront alloués à la conservation et à l'amélioration des routes et de la connectivité routière, telles que les ponts, y compris le pont de la « *Via expresa Santa Rosa (VESR)* » ou la construction de la « *Nueva Carretera Central (NCC)* » et l'anneau routier périphérique de Lima.

L'économie péruvienne devrait reculer de 0,4 % cette année.

Selon les estimations de BBVA Research, les prévisions de croissance en 2023 ont été réduites de 0,4 % à -0,4 %. L'entité soutient cette réduction car le pays a connu quatre chocs majeurs qui ont affecté différentes activités économiques, comme les sécheresses et la hausse des prix des engrais, les troubles sociaux du début de l'année, le cyclone Yaku et le phénomène *El Niño*. Pour 2024, l'entité a également baissé sa projection de croissance économique de 2,3 % à 2,0%. En ce qui concerne l'investissement privé, BBVA Research a estimé une contraction de -7,6 % pour cette année et prévoit une croissance de 1,3 % d'ici 2024. De même, l'inflation annuelle pourrait s'élever à 3,6% cette année, tandis qu'en 2024, elle pourrait retourner dans la fourchette cible, à 2,8%. Pour sa part, Alex Contreras, ministre de l'économie et des

finances, a indiqué que l'économie péruvienne a connu une année plutôt compliquée et que ce n'est qu'en décembre que la reprise commencera à se faire sentir. A. Contreras a affirmé qu'une reprise plus importante sera observée au premier trimestre 2024.

Venezuela

Le taux d'inflation mensuel en novembre a été le plus faible des sept dernières années, à 1,8%.

Selon l'OVF (Observatoire Vénézuélien de Finances), un organisme privé composé d'économistes et d'anciens députés de l'Assemblée Nationale, au cours du mois de novembre, l'inflation mensuelle a atteint 1,8 % soit 286 % en glissement annuel.

Les causes de cette décélération peuvent être attribuées à l'appréciation du taux de change de 0,12 %, à la contraction de la demande, à la baisse des dépenses publiques et à l'intervention bancaire hebdomadaire de la Banque centrale pour contrôler le taux de change, ainsi qu'à l'apport de devises par Chevron dans le cadre du paiement des taxes et salaires.

OVF : Projections économiques pour 2024.

Selon l'Observatoire vénézuélien des finances, l'inflation devrait se situer entre 250 % et 360 %, et le taux de change entre 170 VES/USD et 210 VES/USD. Le pays continue de faire face à une perte de capital humain, des salaires très bas, un pouvoir d'achat très limité, une industrie active à 35 % de sa capacité, un système fiscal très lourd, et une surévaluation de la devise locale qui devrait se poursuivre. Il est estimé que 58 % des familles vénézuéliennes se trouvent dans une situation de vulnérabilité économique, avec une accentuation géographique marquée de cette situation.

PDVSA a alloué deux navires de pétrole brut à destination de l'Inde dans le cadre d'accords conclus avec ENI et Chevron.

Les livraisons prévues sont les premières autorisées par PDVSA par l'intermédiaire des compagnies pétrolières Eni et Chevron depuis des trois dernières années. Chaque navire à destination de l'Inde peut transporter jusqu'à 2 millions de barils de pétrole brut lourd vénézuélien. Une autre cargaison de brut,

transportée par le grand pétrolier *Eucaly*, vendue par PDVSA à *Hangzhou Energy*, a été chargée la semaine dernière et pourrait également être acheminée vers l'Inde si l'accord conclu entre une société commerciale et une raffinerie indienne se confirme.

En outre, les exportations de pétrole du Venezuela vers la Chine, sa principale destination d'exportation, se sont élevées en moyenne à environ 338 000 b/j le mois dernier, tandis que les expéditions vers les États-Unis se sont élevées en moyenne à 144 000 b/j.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr